



Décision n° 2018-259

autorisant des travaux et des installations
dans le cœur du Parc national

Le directeur de l'Établissement public du Parc national,

VU le code de l'environnement et notamment les articles L.331-4, L.331-4-1, L.331-26 et R.331-67,

VU le décret n°2009-486 du 29 avril 2009, pris pour l'adaptation de la délimitation et de la réglementation du parc national du Mercantour, notamment ses articles 7 et 15,

VU le décret n°2012-1541 du 28 décembre 2012 approuvant la charte du Parc national ainsi que les modalités 14, 17 et 21 d'application de la réglementation dans le cœur,

VU la décision n°2016-01 du 1er janvier 2016, donnant délégation permanente de signature au directeur-adjoint de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,

VU l'avis émis par le Conseil Scientifique du Parc national du Mercantour en date du 09 juillet 2018,

Considérant que la demande porte sur la réfection « à l'identique » du platelage d'une passerelle existante servant à desservir l'alpage des Marges, situé en rive gauche du vallon de Mollières, en même temps qu'elle permet d'assurer la continuité d'un sentier pédestre inscrit au plan départemental des itinéraires de promenade et de randonnée,

Décide :

Article 1 :

La commune de VALDEBLORE, représentée par le maire Monsieur BLANCHI Fernand et ci-après désignée « le bénéficiaire », est autorisé aux conditions définies aux articles suivants, à procéder à la réfection intégrale du platelage de la passerelle du hameau de Mollières, située dans le cœur du Parc national.

Article 2 :

L'autorisation est accordée à compter de la date de signature de la présente jusqu'au 1^{er} novembre 2018.

Article 3 :

La présente autorisation est accordée sous réserve des prescriptions suivantes :

3.1. Les bois utilisés pour la réfection du platelage seront en mélèze non traité.

3.2. Les bois issus de l'ancienne passerelle seront évacués, remontés au hameau et laissés à la disposition des résidents ou évacués en déchetterie.

3.3. A l'issue des travaux, l'ensemble des déchets y compris ceux issus de la vie courante sur le chantier (mégots, papiers, bouteilles...) devront être intégralement collectés et stockés dans les containers existants en amont du hameau, à des fins d'évacuation vers les filières de traitement autorisées.

Article 4 :

La réglementation spéciale en vigueur dans le cœur du Parc national s'appliquera sans réserve sur toute la durée du chantier.

Article 5 :

Le bénéficiaire devra présenter cette décision à toute réquisition d'agents de l'Établissement public du Parc national du Mercantour ou d'agents commissionnés et assermentés compétents en la matière.

Article 6 :

Cette décision n'exonère pas des déclarations préalables ou des autres autorisations qui peuvent être requises par la réglementation en vigueur.

Article 7 :

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de l'établissement public dans un délai de trois mois à compter de son édition.

Elle peut être contestée devant le tribunal administratif de Nice dans un délai de deux mois suivant de sa publication.

Fait à Nice, le 9 juillet 2018

 Le Directeur-Adjoint du
Parc National du Mercantour
Laurent SCHEYER